

Corps d'inspection : entre le marteau et l'enclume

Pour la FNEC FP-FO, la défense de l'école républicaine a toujours été au cœur de ses revendications. Aujourd'hui, ce combat a une toute autre valeur au vu des réformes passées, récentes ou moins récentes, mais celles aussi à venir.

Ce combat va de pair avec la défense de tous les personnels de l'Éducation nationale, de leur Statut et des fonctions qui y sont liées.

Dans le contexte actuel, il y a nécessité, pour les personnels des corps d'inspection, à se défendre. Non seulement il n'y a pas d'étanchéité entre les réformes, mais bien au contraire, les Inspecteurs se trouvent au carrefour de celles-ci, entre le marteau et l'enclume.

Tous les ministres ont voulu en faire les hommes orchestre de leurs politiques parfois contradictoires, souvent destructrices. Et ce rôle a dégradé tant leurs missions que leurs conditions de travail.

Plusieurs rapports récents que ce soit de la Cour des comptes ou de l'Inspection générale, par exemple, tendent à renforcer encore plus cette politique, préconisant ici une refonte en profondeur des circonscriptions du 1^{er} degré, poursuivre la mutualisation des secrétariats de circonscriptions, voire favoriser d'ici le 31 décembre 2020 les regroupements pédagogiques intercommunaux dits concentrés ou dans le cadre de la création des maisons de l'État.

Ces changements interviennent alors même que l'Inspection générale vient de rendre un rapport préconisant une plus forte territorialisation et la régionalisation pour justifier d'aller plus loin dans la décentralisation et l'autonomie locale. De même, le rapport envisage aussi de revoir les missions des DSDEN et de ne plus les aligner obligatoirement sur les départements. Un DASEN pourrait avoir autorité sur plusieurs départements ou sur un territoire interdépartemental et serait alors le représentant du recteur auprès des collectivités locales. Confirmant les analyses de la FNEC FP-FO depuis la nouvelle gouvernance de 2012.

Quid alors du rôle, des missions et des conditions de travail des corps d'inspection ?

Une perte de sens des missions

Les fonctions mêmes des corps d'inspection sont remises en cause. Et l'éparpillement des priorités, modifiées de ministre en ministre, pèse sur les conditions de travail et engendre surcharge et difficultés

Entre les missions d'**impulsion**, d'**évaluation**, d'**inspection**, de **contrôle**, d'**animation**, de **formation**, de **sanction des études**, de **gestion**, de **recrutement**, d'**expertise**, les inspecteurs n'en peuvent plus.

Et la base même de l'existence du corps est remis en question : l'inspection. Ce lien direct avec les enseignants, rôle essentiel aux yeux de FO, se dilue au détriment de tâches administratives démultipliées et d'injonctions parfois paradoxales sur les priorités pléthoriques données par le ministère, le recteur et/ou le DASEN.

Au bord de l'épuisement

Les **déplacements sont épuisants**, le temps de travail se rallonge perpétuellement, à plus de 55 heures par semaine pour les plus chanceux, et 270 jours de travail par an pour 250 jours ouvrés en 2016... Ce sont des rapports écrits le week-end, le soir ou dans un train.

Il y a un malaise chez les cadres de l'Éducation nationale qui ne se sentent ni reconnus, ni soutenus par une institution qui ne répond pas à leur malaise et à leurs revendications.

Pour toute réponse, et alors même que la dégradation des conditions de travail influe sur la santé des personnels, la réinstauration de la journée de carence est inacceptable.

FO en revendique l'abrogation et, dans la continuité des revendications qu'elle porte depuis des années, revendique une véritable médecine de prévention.

Les revendications majeures de FO

Réforme territoriale

Ces missions complexifiées se placent dans un contexte particulier, celui de l'autonomie croissante des établissements et des écoles, aussi bien dans le cadre des réformes des lycées et du collège, que celle des rythmes scolaires et PEDT, par exemple, mais aussi de l'évaluation des enseignants.

Les corps d'inspection sont les premiers à être confrontés à l'omniprésence, voire l'omnipotence des collectivités de rattachement à tous les niveaux.

Toutes les mesures vont dans le sens de la dislocation du service public de l'Éducation nationale fortement amplifié par la réforme territoriale.

Pour FO, c'est non.

Créer des postes en nombre

Faut-il rappeler qu'aucune création de postes d'inspecteurs n'a été faite au cours des années passées alors mêmes que les réformes successives ont dû être « mises en musique ». Au contraire, la réponse a été de recruter des chargés de mission qui secondent ou suppléent les inspecteurs dans certaines de leurs tâches, au lieu de renforcer les équipes par des recrutements massifs statutaires d'inspecteurs.

La confusion de plus en plus grande entre les missions est volontairement entretenue pour amorcer les projets de fusions des corps. Pour FO, c'est non. L'Éducation nationale a besoin de ses corps particuliers d'inspecteurs, avec un statut particulier qui définit et protège leurs missions.

Augmenter les salaires

Comme tous les fonctionnaires, les corps d'inspection se trouvent aux prises avec une politique d'austérité sans fin. Tous subissent le gel du point d'indice. Tous subissent chaque début d'année la hausse de la cotisation pension civile. Tous subissent cette année la hausse de la CSG.

Pour FO, une vraie politique salariale ne doit pas passer uniquement par une revalorisation des primes mais bien par l'augmentation uniforme de la valeur du point d'indice.

C'est pourquoi FO revendique une augmentation de 16% de la valeur du point d'indice pour compenser les pertes de salaire depuis 2000 et l'ouverture immédiate de négociations salariales.

De plus, FO revendique une amélioration nette des remboursements aussi bien des frais kilométriques que des frais de mission. Pour FO, il est inacceptable que les personnels en soient de leur poche lorsqu'ils sont missionnés.

FO, 1^{ère} organisation syndicale dans la Fonction publique de l'État, 3^{ème} organisation syndicale dans l'éducation nationale, porte les revendications communes de tous les agents. Son mandat est de défendre leurs revendications, leur statut, leurs missions.

Défense du Statut de fonctionnaire d'État, défense des statuts particuliers des inspecteurs, création des postes nécessaires, revalorisation immédiate des traitements : c'est autour de ces revendications que la FNEC FP-FO propose aux personnels d'inspection de se regrouper et de présenter des listes FO aux prochaines élections professionnelles.